

Quelles sont les sources du capital social ?

Une étude pilote à La Plaine, Cité Soleil, Haïti

Note de recherche SoCap

No. 5, août 2026

Points clés

À La Plaine, le capital social se construit avant tout par les personnes et les relations. Celles-ci constituent le fondement de l'accès et de l'utilisation de l'ensemble des autres ressources.

Les résultats de l'étude pilote montrent que les participants ont systématiquement identifié les personnes comme la ressource la plus importante de la communauté. Les membres de la famille, les voisins, les pairs, les acteurs communautaires, les réseaux religieux et les liens avec la diaspora sont, en temps de crise, des sources quotidiennes de soutien, de protection, de conseils et de solutions. Les autres ressources, citons les institutions, les activités économiques et les atouts naturels, sont perçues comme précieuses lorsqu'elles sont mobilisées par la confiance et l'action collective.

Le capital social n'est pas réparti équitablement : l'âge et le genre déterminent l'accès aux réseaux, aux ressources, au soutien et aux opportunités, ainsi qu'aux risques encourus.

Les jeunes femmes s'appuient souvent sur des réseaux plus restreints, centrés sur la famille, et exercent des activités locales à faible revenu. Les jeunes hommes, quant à eux, ont généralement accès à des réseaux de pairs et de leadership plus larges, ainsi qu'à des opportunités économiques plus diversifiées. Ils subissent toutefois une pression accrue leur enjoignant de rejoindre des groupes armés et sont davantage exposés à la violence. Ces différences influencent la manière dont le soutien est mobilisé et dont les jeunes gèrent les périodes de stress et les chocs.

La manière dont les acteurs de la société civile internationale et les chercheurs interagissent avec les communautés peut, sans le vouloir, affaiblir le capital social.

Les évaluations des besoins fréquentes, mais tenant insuffisamment compte des observations de la société civile, ainsi que le ciblage sélectif de l'aide, étaient souvent perçus comme affaiblissant la solidarité, favorisant la dépendance et accentuant la compétition au sein des communautés. En revanche, les approches participatives et fondées sur les atouts, qui s'appuient sur des structures locales de confiance, respectent les pratiques d'entraide, telles que le *konbit* et reconnaissent les habitants comme des experts compétents, ont permis de renforcer la confiance, la coordination et l'estime de soi. Ces résultats montrent que même un engagement externe bien intentionné peut causer des dommages s'il ne s'aligne pas sur les normes, les relations et les dynamiques de pouvoir locales.

Introduction et contexte

Le projet SoCap (« rôle du capital social dans les contextes urbains fragiles et touchés par les conflits ») est un projet de recherche de trois ans financé par Irish Aid. Il examine les interactions entre le capital social, la résilience, l'environnement urbain et les conflits et la fragilité au sein des populations urbaines marginalisées d'Haïti, de Somalie et du Somaliland.

Il vise à comprendre comment le capital social s'exprime sous forme de résilience chez les groupes urbains marginalisés, et à identifier des axes d'action concrets pour les acteurs de terrain et les décideurs. En Haïti, le projet de recherche se concentre sur la question suivante : comment les différents sous-groupes de jeunes de Cité Soleil renforcent-ils leur résilience face aux chocs et au stress à travers un accès différencié au capital social ? Le capital social désigne les réseaux, les normes et la confiance sociale qui facilitent la coordination et la coopération.¹ Des recherches ont démontré l'importance du capital social pour la résilience à différents niveaux et à divers stades du cycle de catastrophe, de la prévention au rétablissement.² Cependant, il n'est pas aisé de comprendre le rôle du capital social dans les contextes fragiles et touchés par les conflits : les facteurs de stress et les chocs peuvent y être prolongés, cycliques et intenses. De plus, l'insécurité et les divisions engendrées par les conflits peuvent modifier, renforcer ou fragiliser les liens et les réseaux relationnels, tandis que les formes insulaires de capital social peuvent accroître la méfiance et compromettre la résilience à long terme.

Comprendre les sources du capital social et le rôle que peuvent jouer les différents acteurs pour le soutenir au sein des communautés constitue une première étape essentielle pour saisir comment et dans quelles conditions il favorise la résilience. Nous abordons cette recherche en reconnaissant que de nombreux Haïtiens rejettent le terme « résilience », car il peut servir à banaliser les injustices et les inégalités structurelles. Nombre de membres de la communauté haïtienne posent plutôt la question suivante : pourquoi les Haïtiens devraient-ils faire preuve de résilience, et pourquoi celle-ci est-elle célébrée au lieu que l'on s'attaque aux systèmes générateurs de crises ? Tout en plaçant au cœur de la démarche la capacité d'agir des communautés avec lesquelles nous collaborons, nous analysons directement, tout au long du projet, les contraintes imposées par les conditions structurelles, notamment les conflits, les crises et les injustices, et formulons des recommandations à l'intention de diverses parties prenantes pour y remédier.

1. Putnam, R. (1995) 'Bowling Alone: America's Declining Social Capital,' *Journal of Democracy*, 6, 65-78, p. 67.

2. Rhude, K., et al. (2025) *A Review of Evidence of the Impact of Social Capital on Resilience*, SoCap Research Brief, No. 1.

Démarche

La phase pilote du projet SoCap en Haïti a adopté une démarche de recherche qualitative, participative et dirigée localement, privilégiant l'appropriation communautaire, l'apprentissage réflexif et la responsabilité éthique.

Les premières interactions ont révélé une forte réticence à l'égard des enquêtes et des entretiens standardisés. De nombreux participants ont estimé que ces méthodes collectaient des informations auprès des communautés sans apporter de bénéfices ou de changements visibles en retour. En réponse, l'équipe de recherche a collaboré avec les membres de la communauté afin de repenser les méthodes, en utilisant la langue locale et des approches familières, instaurant ainsi un climat de confiance et distinguant clairement ce travail des projets de recherche précédents. La majorité des membres de l'équipe sur place sont des leaders communautaires originaires de Cité Soleil. Deux méthodes qualitatives principales ont été utilisées :

- Chita Pale (« dialogue collectif ») – discussions de groupe avec animateur (CP)
- Tèt-a-Tèt (« entretien en tête-à-tête ») – entretiens individuels approfondis (TaT)

Entre septembre et octobre 2025, l'équipe a mené 11 CP et 8 TaT, réunissant au total 95 participants.

La collecte de données de la phase pilote a eu lieu dans le quartier de La Plaine, à Cité Soleil, au nord-est de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti. Il bénéficie d'un riche passé agricole et a historiquement été plus stable et moins exposé à la violence et au contrôle des groupes armés que les zones plus centrales de Cité Soleil.

ENCADRÉ : Le konbit

Le terme « konbit » désigne une pratique traditionnelle haïtienne de collaboration et de coopération communautaire, fondée sur l'entraide et l'action collective. Historiquement associé à la vie agricole rurale, il faisait souvent référence au travail collectif lors des moments charnières de l'année, par exemple.³ Aujourd'hui, son sens s'étend au-delà de ce cadre, comme l'ont exprimé les chercheurs communautaires impliqués dans le projet SoCap, pour englober des valeurs fondamentales, telles que la solidarité, la responsabilité, la réciprocité et la participation. Il est perçu à la fois comme une valeur et comme une pratique d'entraide concrète.

3. Versaillot, P.-D. and Honda, R. (2024) 'Building Social Capital through Konbit for Post-Disaster Recovery: A Case Study of Rural Areas in the Xaragua Peninsula, Haiti', *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 109, 104604.2.

Principaux résultats

La phase pilote visait à identifier les sources du capital social au sein de la population de La Plaine.

Ce document présente les résultats de la phase pilote, visant à décrire le fonctionnement actuel du capital social en pratique, plutôt qu'à établir des liens de causalité. Ces résultats préliminaires doivent être considérés comme indicatifs et exploratoires, destinés à orienter l'apprentissage, l'adaptation et les prochaines étapes de ce projet de recherche pluriannuel.

Cinq sources clés et interdépendantes de capital social ont été identifiées :

1. Les ressources humaines (jeunes, main-d'œuvre qualifiée, membres de la famille, amis, voisins, leaders communautaires et membres de la diaspora)
2. Les ressources sociales et institutionnelles (écoles, hôpitaux, églises, organisations communautaires et ONG)
3. Les ressources économiques (réseaux de commerce informel, associations agricoles ou d'élevage, groupes d'épargne)
4. Les ressources économiques (réseaux de commerce informel, associations agricoles ou d'élevage, groupes d'épargne) et
5. Le tissu social (solidarité, détermination et konbit, c'est-à-dire entraide et réponse collective).

L'examen approfondi de ces cinq sources clés de capital social révèle les enseignements qui suivent.

ENCADRÉ : Le capital social

Le capital social peut être compris au sens large comme les réseaux, les relations, les normes, les institutions et la confiance sociale qui facilitent les interactions, les échanges, la coordination et la coopération au sein et entre les groupes sociaux. Bien que les formes et la nature du capital social varient selon les contextes, il est souvent regroupé en trois grandes catégories. 1) Le capital social de liaison implique des relations personnelles telles que la famille ou les voisins ; 2) le capital social de pontage implique des liens entre groupes, comme les groupes identitaires ; et 3) le capital social de liaison implique des liens avec des institutions formelles, telles que l'État ou les organisations de la société civile.⁴

4. Putnam, R. (1995) 'Bowling Alone: America's Declining Social Capital,' *Journal of Democracy*, 6, 65-78, p. 67; Rhude, K., et al. (2025) *A Review of Evidence of the Impact of Social Capital on Resilience*, SoCap Research Brief, No. 1.

1^{er} constat : les personnes et les relations sont la ressource la plus précieuse de la communauté

Une affirmation constante et forte est ressortie de tous les groupes de participants : les habitants constituent la ressource la plus précieuse de La Plaine. Le capital humain est perçu comme le moteur de la survie, de l'innovation et de l'espoir. Les membres de la famille, les voisins, les pairs, les fidèles de la même église, les leaders communautaires et les proches expatriés s'entraident au quotidien, se soutiennent émotionnellement, se conseillent et se protègent en cas de crise. Ce réseau dense de liens constitue l'infrastructure sociale fondamentale sur laquelle les membres de la communauté s'appuient et à laquelle ils contribuent activement. Ces résultats remettent en question les stéréotypes courants qui présentent les habitants de Cité Soleil comme appartenant à des groupes armés, soulignant plutôt un leadership fort, un soutien mutuel et une solidarité au sein de la communauté.

D'autres ressources, telles que les terres, les infrastructures, les institutions et les actifs financiers, étaient considérées comme utiles principalement lorsqu'elles étaient mobilisées par des actions collectives et dans un contexte de confiance. Les institutions locales étaient notamment appréciées pour leur rôle dans la construction de la confiance et de la coordination, tandis que les groupes d'entraide et d'épargne étaient valorisés non seulement pour l'accès au crédit, mais aussi pour les conseils, le soutien émotionnel et le sentiment d'appartenance. Les ressources naturelles étaient considérées comme des actifs rendus productifs et valorisés grâce au travail collectif. Ces pratiques montrent comment les relations aident les individus à tirer le meilleur des ressources limitées et à surmonter ensemble les périodes difficiles. Comme l'a souligné un responsable religieux : **« Les ressources humaines sont les plus précieuses : sans elles, toutes les autres s'effondrent »** (m, TaT 101)

Dans le même temps, les participants ont insisté sur le fait que l'accès aux personnes et aux institutions est inégal et peu fiable. La violence, la stigmatisation et la peur limitent gravement la mobilité et restreignent l'accès physique aux écoles, aux hôpitaux et aux marchés. Elles influencent également l'accès social aux réseaux et au soutien au-delà du cercle des voisins immédiats. Les réseaux de la diaspora ont une valeur inestimable. En revanche, ils peuvent aussi perpétuer des relations de dépendance et des déséquilibres de pouvoir entre les personnes vivant dans la région et celles qui vivent à l'extérieur. Le capital social n'est donc pas figé : il évolue dans le temps et est plus accessible à certaines personnes qu'à d'autres.

En quoi ce constat est-il nouveau ?

Les études actuelles montrent que les relations sociales jouent un rôle important dans la manière dont les Haïtiens font face aux situations de crise, notamment grâce à des liens étroits avec leur famille, leurs voisins et leurs pairs de confiance.⁵ La phase pilote apporte des preuves claires et spécifiques à La Plaine : les habitants s'appuient d'abord sur ces relations avant de se tourner vers les institutions, les services ou les biens matériels. Elle s'appuie également sur les travaux consacrés au *konbit*⁶ pour montrer comment l'entraide soutient la survie au quotidien en milieu urbain, et pas seulement après une catastrophe.

5. Rahill, G.J., Ganapati, N.E., Clérismé, J.C. and Mukherji, A. (2014) 'Shelter recovery in Urban Haiti after the Earthquake: The Dual Role of Social Capital', *Disasters*, 38(S1), S73–S93; Patel, R.B. and Gleason, K. (2017) 'The Association between Social Cohesion and Community Resilience in Two Urban Slums of Port au Prince, Haiti', *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 27, 162–167.

6. Versaillot and Honda (2024) 'Building Social Capital through Konbit.'

Pourquoi est-ce important pour la résilience ?

Les efforts visant à renforcer la résilience et qui se concentrent uniquement sur les services ou les infrastructures risquent de passer à côté des mécanismes réels par lesquels les populations font face au quotidien. Les programmes qui reconnaissent, protègent et évitent de perturber les mécanismes de soutien fondés sur les liens de voisinage et les relations sociales ont davantage de chances de renforcer la capacité des individus à faire face à des crises répétées. Lorsque ces relations sont ignorées ou affaiblies, les foyers se retrouvent avec moins d'options pratiques en cas de crise.

2^e constat : le capital social des jeunes varie selon le genre, créant ainsi des profils distincts en termes de ressources et de résilience

Si le capital social des jeunes prend de multiples formes, des différences clés selon le genre sont apparues dans trois dimensions principales : les stratégies économiques, les réseaux relationnels et l'exposition aux risques, à la violence et à la stigmatisation. Sur le plan économique, les jeunes femmes dépendent souvent d'activités informelles à faible revenu, comme le petit commerce (« ti komès »), le ménage ou les travaux d'entretien des écoles et des églises. Ces activités sont généralement exercées à domicile ou dans un périmètre très restreint, en raison des responsabilités familiales et des préoccupations liées à la sécurité lors de déplacements sur de longues distances. Sur le plan social, les jeunes femmes dépendent également plus souvent du soutien familial que les jeunes hommes. Les femmes ont généralement déclaré qu'elles demandaient conseil à des adultes, à des membres de leur famille ou de leur église, et qu'elles entretenaient moins d'amitiés profondes avec d'autres jeunes femmes. Cela suggère que les jeunes femmes s'appuient sur des réseaux relationnels plus restreints et potentiellement moins solides que ceux des hommes.

Comme l'a expliqué une participante féminine à un Chita Pale : **« Nous n'avons pas beaucoup de relations, car le quartier donne l'impression d'être piégé. Les gens ont peur les uns des autres [...], il y a peu de liens entre les femmes et les responsables communautaires. »** (f, CP 113)

S'agissant des risques, si la mobilité réduite des jeunes femmes semble refléter des mesures de protection contre certaines formes de violence et de préjudice, celles-ci ont maintes fois déclaré se sentir moins valorisées que les jeunes hommes au sein de leur communauté, mais aussi stigmatisées (perçues comme des « madam bandi », c'est-à-dire des femmes proches de groupes armés) par les personnes extérieures.

À l'inverse, les jeunes hommes étaient plus souvent impliqués dans les petits commerces, le transport, la construction, les services mécaniques ou l'informatique. Ces activités les amenaient souvent à se déplacer d'un quartier à l'autre. Sur le plan social, les jeunes hommes déclarent plus souvent entretenir des liens plus étroits avec les responsables locaux, avoir plus d'influence dans la prise de décision et échanger plus souvent des idées, des opportunités et des conseils avec leurs pairs. Cela suggère qu'ils ont accès à des réseaux relationnels plus vastes, plus diversifiés et potentiellement plus solides, avec des connexions plus nombreuses et plus profondes que leurs homologues féminines. En matière de risques, les jeunes hommes ont décrit une forte pression à rejoindre des groupes armés, ainsi qu'une vulnérabilité face à des violences extrêmes. Ils ont également partagé avec les femmes l'expérience d'être perçus comme étant affiliés à ces groupes.

« Les jeunes hommes comme les jeunes femmes ont exprimé de fortes aspirations en matière d'éducation, d'emploi décent, de sécurité et de reconnaissance...»
(male Chita Pale participant)

Les jeunes femmes comme les jeunes hommes ont rapporté des expériences similaires de stigmatisation : les habitants de Cité Soleil sont en effet stéréotypés comme des membres de groupes armés. Cette stigmatisation et cette criminalisation causent des préjudices bien réels, rendant les jeunes vulnérables à la discrimination, au harcèlement et aux violences de la part des forces de sécurité. Les jeunes hommes comme les jeunes femmes ont exprimé de fortes aspirations en matière d'éducation, d'emploi décent, de sécurité et de reconnaissance, tout en identifiant peu de moyens réalistes pour les concrétiser.

En quoi ce constat est-il nouveau ?

Les travaux actuels montrent que les réseaux relationnels peuvent être inégalitaires et refléter les dynamiques de pouvoir en place.⁷ Notre étude apporte des précisions sur la manière dont ces différences se manifestent chez les jeunes dans le contexte spécifique de La Plaine, à Cité Soleil. Elle confirme que les jeunes dépendent souvent de réseaux informels et de proximité,⁸ tout en apportant des informations importantes sur les différences d'accès, de soutien, de risques et d'exposition entre les jeunes femmes et les jeunes hommes.

Pourquoi est-ce important pour la résilience ?

Les programmes de renforcement de la résilience qui considèrent les communautés ou les jeunes comme un groupe homogène risquent d'accentuer les inégalités existantes. Ces programmes devraient prendre en compte les personnes qui peuvent y accéder, celles qui ont moins d'opportunités ou qui sont exposées à des risques lorsqu'elles y ont accès. Les approches qui ignorent ces différences peuvent, sans le vouloir, exposer certains groupes à des préjudices ou les exclure totalement.

7. Portes, A. (1998) 'Social Capital: Its Origins and Applications in Modern Sociology,' *Annual Review of Sociology*, 24, 1-24; Rahill et al, (2014) 'Shelter Recovery in Urban Haiti after the Earthquake.'

8. Esposito, J. and Happel, A. (2015) "'You Have to Hold your Own': Investigating the Social Networks of a Diverse Group of Disenfranchised Urban Male Youth', *The Urban Review*, 47(3), 541-562; Reynolds, T. (2013) "'Them and Us': 'Black Neighbourhoods' as a Social Capital Resource among Black Youths Living in Inner-City London', *Urban Studies*, 50(3), 484-498.

3^e constat : la manière dont les groupes de la société civile internationale et les chercheurs s'engagent peut affaiblir ou renforcer le capital social

À La Plaine, le capital social est très sensible à la manière dont les acteurs de la société civile et les chercheurs définissent les besoins, reconnaissent les ressources et impliquent les communautés et les habitants.

De nombreux participants ont exprimé une opinion ambivalente sur l'engagement des ONG. Si ces organisations sont souvent les seuls fournisseurs de soutien matériel, les projets à court terme et les évaluations répétées des besoins sont perçus comme décourageant l'initiative et affaiblissant la responsabilité collective. La dépendance à l'aide et les attentes qui en découlent peuvent détourner l'attention des ressources locales et affaiblir des pratiques telles que le *konbit*, incitant les gens à « attendre » plutôt que de s'organiser eux-mêmes. Les pratiques de ciblage et de distribution de l'aide ont été identifiées comme des mécanismes clés influençant le capital social. Une aide sélective, basée sur des listes restreintes de bénéficiaires, a été dénoncée comme génératrice de méfiance et de conflits, érodant ainsi la solidarité. Ces pratiques sont en contradiction avec les normes locales d'entraide et risquent d'intensifier la rivalité au sein des quartiers et entre ceux-ci.

Les pratiques de recherche conventionnelles ont également été critiquées. Les approches axées sur le manque, qui consistent à comprendre ce qui fait défaut, ont été largement décrites comme extractives et démoralisantes, ce qui contribue à la lassitude face à la recherche et à la diminution de la confiance. Les participants ont mis ces pratiques en opposition avec des approches qui privilégiaient la question : **« Qu'avez-vous et comment l'utilisez-vous ? »**, favorisant ainsi la reconnaissance, l'autonomie et la dignité.

De même, les approches participatives qui s'appuient sur des structures locales de confiance, privilégient la transparence et reconnaissent les habitants comme une source de savoir et d'expertise sont perçues comme favorisant la confiance et la coordination. soutien existants.

Les participants ont mis ces pratiques en opposition avec des approches qui privilégiaient la question : « Qu'avez-vous et comment l'utilisez-vous ? », favorisant ainsi la reconnaissance, l'autonomie et la dignité.

Les organisations communautaires, qui inspirent confiance et sont respectées par les membres de la communauté, sont présentes sur le long terme et ont été citées à plusieurs reprises comme des intermédiaires efficaces. En pratique, le style de facilitation, le choix des lieux de réunion et la prise en compte des dynamiques de pouvoir ont influencé l'expérience des participants face à la recherche et leur perception de leurs propres capacités.

L'étude pilote montre que même une aide et une recherche bien intentionnées peuvent être préjudiciables lorsqu'elles affaiblissent la confiance, la coopération ou les réseaux de

En quoi ce constat est-il nouveau ?

De nombreuses études ont mis en lumière les problèmes liés aux pratiques extractives et aux approches humanitaires descendantes.⁹ Nos résultats, issus de La Plaine, montrent que ces approches affectent également les relations au sein des communautés, influençant la confiance, la coopération et la volonté de s'engager. Ils montrent que la manière dont les ONG posent des questions et travaillent avec les communautés peut affaiblir les liens sociaux et la confiance, mais aussi les soutenir et les renforcer, ce qui rejoint les conclusions des recherches axées sur les forces et la résilience.¹⁰

Pourquoi est-ce important pour la résilience ?

Lorsque les programmes ignorent les savoirs locaux ou considèrent les communautés à travers le seul prisme des besoins, ils risquent d'éroder la confiance et la coopération. Les approches qui reconnaissent les forces et les relations existantes sont plus susceptibles de soutenir l'action collective et une résilience durable.

9. Mulder, F. (2020) 'Governing the Humanitarian Knowledge Commons,' *Politics and Governance*, 8(4), 407-420; Saulnier, D., Allen, C., Eriksson, A. and Heaven Taylor, B. (2019) 'The Use of Evidence in Humanitarian Response Decision-Making,' *Prehospital and Disaster Medicine*, 34(S1), S15-S16; Potts, A., Kolli, H. and Fattal, L. (2022) 'Whose Voices Matter? Using Participatory, Feminist and Anthropological Approaches to Centre Power and Positionality in Research on Gender-Based Violence in Emergencies', *Global Public Health*, 17(10), 2530-2546;

10. Jones, L. and Tanner, T. (2017) "Subjective Resilience": Using Perceptions to Quantify Household Resilience to Climate Extremes and Disasters,' *Regional Environmental Change*, 17(1), 229-243; Pamungkas, A., Atmodiwirjo, P., Harani, A.R., Harun, I., Darmaji, D., Lasminto, U. and Setyawan, W. (2025) 'What Makes Community with over Decades Flooding history Resilient? A Lesson Learned from Flooded Bengawan Jero, Lamongan, Indonesia', *International Journal of Disaster Resilience in the Built Environment*, 16(4), 543-558.

Implications pour les parties prenantes

Ces conclusions sont tirées d'une phase pilote initiale d'un projet de recherche pluriannuel et multisite. Nous présentons ci-dessous des réflexions et des implications pour les parties prenantes communautaires, les praticiens, les décideurs politiques et les chercheurs, basées sur ces premières observations.

Implications préliminaires pour les habitants, les organisateurs et les responsables communautaires

La force d'une communauté réside dans ses liens. Le capital social est un outil puissant pour s'entraider en période de crise et de rétablissement. Toutefois, il est actuellement inégal et inégalement accessible. Les jeunes femmes sont notamment souvent confrontées à des obstacles plus importants pour y accéder. En protégeant, élargissant et utilisant les connexions existantes au sein de leur communauté, les habitants, les organisateurs et les responsables peuvent contribuer à créer un filet de sécurité plus large et plus solide qui soutient l'ensemble des habitants.

01 Créer et protéger des espaces inclusifs où les jeunes femmes et les jeunes hommes peuvent entrer en contact et se faire entendre.

Pour les habitants et les organisateurs communautaires, cela implique de soutenir des espaces sûrs et informels où les jeunes peuvent se rencontrer, discuter et partager leurs expériences sans craindre d'être stigmatisés ou jugés. Les activités qui encouragent le partage d'histoires, les échanges entre pairs et la réflexion, en particulier celles menées par les jeunes eux-mêmes, peuvent contribuer à renforcer le sentiment d'appartenance et à réduire l'isolement. Il est particulièrement important de veiller à ce que ces espaces soient accessibles aux jeunes femmes, qui ont souvent moins de liens avec leurs pairs. Les responsables communautaires peuvent contribuer à cette démarche en reconnaissant la valeur de ces espaces et en veillant à ce qu'ils ne soient pas perturbés en période d'insécurité.

02 Remettre collectivement en question et façonner la manière dont les activités de recherche et d'aide humanitaire interagissent avec la communauté.

Les habitants, les organisateurs et les responsables peuvent jouer un rôle actif dans la manière dont les évaluations, les études et les programmes

sont menés dans leur communauté. Cela peut impliquer de poser des questions directes sur les objectifs, de donner son avis sur la manière dont les informations sont collectées ou de s'opposer aux approches qui créent de la compétition ou affaiblissent la confiance. En parlant d'une seule voix, les communautés peuvent encourager des programmes et des recherches qui respectent les relations locales, s'appuient sur les réseaux existants et rendent les communautés plus fortes plutôt que de les diviser.

03 Renforcer les pratiques collectives, comme le konbit, pour capitaliser sur ce qui fonctionne déjà.

Les habitants et les responsables communautaires peuvent continuer à s'appuyer sur les traditions collectives qui favorisent l'action commune, l'entraide et la résolution de problèmes. Lorsque des soutiens extérieurs sont impliqués, les organisateurs et les responsables peuvent chercher des partenaires qui complètent ces efforts plutôt que de les remplacer, des partenaires qui écoutent, s'adaptent et travaillent avec les savoirs et les ressources existants. Protéger et valoriser ces pratiques collectives permet de garantir que l'aide extérieure renforce la communauté plutôt que de l'affaiblir.

04 Renforcer la confiance et réduire les tensions grâce à un leadership clair et visible.

Les responsables communautaires peuvent renforcer la résilience en prêtant une oreille attentive aux préoccupations, en expliquant les décisions de manière transparente et en traitant les tensions dès leur apparition, surtout en période d'incertitude. Même lorsque leur autorité formelle est limitée, créer des espaces de dialogue et de coopération peut contribuer à prévenir l'aggravation des divisions et à réduire le risque que les réseaux de soutien ne deviennent des sources de conflit plutôt que de solidarité.

Implications préliminaires pour les organisations de développement et d'aide humanitaire

Le capital social est déjà le fondement de la survie quotidienne et de la réponse aux crises au sein des communautés haïtiennes. Les réseaux relationnels, construits sur ces liens, constituent la « première réponse », mais ils sont actuellement fragmentés et inégaux. Les programmes qui s'appuient sur ces liens et les utilisent peuvent améliorer l'accès, l'acceptation et l'efficacité. Parallèlement, anticiper le risque d'affaiblissement involontaire de ces liens peut aider à minimiser les préjudices et à réduire les conséquences involontaires.

01 Soutenir les activités qui renforcent et élargissent les réseaux de pairs parmi les jeunes femmes afin de renforcer leur résilience protectrice.

Les données sur les besoins humanitaires montrent de manière constante que les femmes et les filles représentent une grande partie des personnes touchées par l'insécurité alimentaire, les déplacements forcés et les risques de protection en Haïti. Les résultats de l'étude pilote suggèrent que les réseaux de pairs des jeunes femmes sont souvent plus restreints et plus

fragiles, ce qui limite leur accès à un soutien en période de crise. Les programmes qui intègrent et soutiennent les groupes dirigés par la communauté, les coopératives et les réseaux informels de jeunes femmes, par exemple en intégrant des espaces de pairs dans des activités de groupe existantes (moyens de subsistance, nutrition, protection ou réponses multisectorielles), pourraient contribuer à renforcer la confiance, le soutien mutuel et le partage d'informations. Les enseignements tirés des espaces sûrs existants pour les femmes et les filles dans des contextes similaires montrent que ces espaces permettent, avec le temps, de construire des relations, d'accroître la confiance en soi, d'accéder à l'information et de développer la solidarité entre pairs. Les liens créés au sein de ces groupes peuvent perdurer au-delà de la durée de vie du programme.¹¹

02 Réduire la lassitude engendrée par les évaluations et préserver la confiance en abandonnant les pratiques d'engagement extractives et axées sur le manque.

Les évaluations fréquentes et redondantes des besoins sont souvent perçues comme fastidieuses et déséquilibrées par les communautés, en particulier lorsque les résultats ne sont ni partagés ni concrétisés par des actions visibles. Si les évaluations restent nécessaires, les organisations peuvent limiter les préjudices en coordonnant les évaluations conjointes, en évitant les répétitions et en impliquant les communautés dans le processus. Les approches qui cartographient les capacités et les forces existantes, tout en tenant compte des besoins, et qui communiquent clairement les résultats et les décisions aux communautés (par exemple, via des messages du type « Vous avez dit, nous avons fait ») ont plus de chances de maintenir la confiance et la coopération. Dans un contexte où l'accès et l'acceptation sont fragiles, ces ajustements peuvent améliorer la qualité des données et la faisabilité des programmes.

03 Investir dans des partenariats avec des institutions communautaires de confiance qui offrent déjà un accès aux services et au soutien.

Les participants de La Plaine ont systématiquement évoqué les écoles, les établissements de santé et les initiatives communautaires locales, comme les structures les plus fiables et fonctionnelles en période de crise, agissant souvent comme des espaces sûrs et des relais vers l'aide extérieure. Ceci s'inscrit dans le cadre des pratiques humanitaires plus larges en Haïti, où les programmes d'éducation, de nutrition, de sécurité alimentaire et de protection s'appuient déjà sur des points de distribution communautaires et des intermédiaires locaux.¹² Renforcer les partenariats formels avec ces pôles de confiance, par le biais de la coplanification, de la prise de décision partagée et d'une mise à l'échelle progressive, peut améliorer l'accès, la légitimité et la redevabilité, en particulier pour les groupes difficilement accessibles.

11. Stark et al (2022) 'The Effectiveness of Women and Girls Safe Spaces: A Systematic Review of Evidence', *Trauma, Violence and Abuse*, 23(5), pp. 1786–1800; International Rescue Committee (2017) *A Safe Place to Shine: COMPASS – Learning from adolescent girls programming in Ethiopia, DRC and Pakistan*; CARE (2024) *Women and Girls Safe Spaces: Promising Practices Guide*. Geneva: CARE.

12. UNOCHA (2025) *Haiti: Humanitarian Needs*.

Premières implications pour les financements humanitaires

Les réseaux communautaires constituent l'infrastructure qui permet de mettre en œuvre la localisation. Dans des contextes comme celui d'Haïti, ils sont essentiels à la survie quotidienne et à la réponse aux crises au sein des communautés. Soutenir, renforcer et élargir ces liens pour les rendre plus équitables et inclusifs peut transformer l'efficacité et la durabilité du financement humanitaire, pour une valeur et un impact accrus.

01 Reconnaître et impliquer les autorités locales, même lorsque leur autorité effective est limitée.

Bien que les autorités locales puissent être limitées, et que certaines ne soient même plus présentes au sein de la communauté, des efforts doivent être déployés pour les inclure, dans la mesure du possible. Les cadres politiques et les instruments de financement devraient encourager les acteurs œuvrant dans les domaines de l'humanitaire et du développement à reconnaître et à impliquer les autorités locales, dans la mesure du possible, sans supposer qu'elles constituent le principal canal de prestation. Même une inclusion limitée peut soutenir la gouvernance à long terme, réduire les systèmes parallèles et améliorer la coordination. Cette approche est cohérente avec les engagements des donateurs en faveur d'une gouvernance renforcée et d'une présence institutionnelle dans les contextes fragiles.¹³

02 Financer les capacités sociales et relationnelles en tant qu'apports nécessaires aux programmes.

Les bailleurs de fonds humanitaires peuvent renforcer leur impact en autorisant explicitement le financement de la facilitation, du renforcement de la confiance, de la coordination et du dialogue au sein des communautés, en tant que coûts légitimes et nécessaires des programmes. Les enseignements tirés d'Haïti montrent que les programmes qui ignorent les dynamiques sociales risquent de générer des doublons, des exclusions, voire de la rivalité et des conflits, tandis que ceux qui investissent dans les relations ont davantage de chances d'être acceptés et durables. À l'inverse, une programmation éclairée par des données probantes sur les points où les soutiens sociaux sont fragmentés, inégaux ou inexistantes a le potentiel non seulement de s'appuyer sur les structures sociales existantes, mais aussi de les soutenir, de les renforcer et de les élargir. Cette recommandation s'inscrit dans le prolongement des engagements en faveur d'approches locales, de la prise en compte des conflits, du renforcement de la résilience, de l'adaptation des réponses humanitaires, du renforcement des partenariats locaux et de l'adoption d'une approche centrée sur les personnes.

13. Government of Ireland (2019) *A Better World*; World Bank Group (2025) *Country Partnership Framework for Haiti*; ECHO (2026) *Humanitarian Implementation Plan (HIP) Latin America and the Caribbean*.

03 **Donner la priorité au financement direct et flexible des structures communautaires de confiance plutôt que de les considérer comme des exécutants périphériques.**

Les organismes de financement humanitaire peuvent améliorer l'efficacité en élargissant les fenêtres de financement direct et flexible à destination des organisations communautaires de confiance, notamment des réseaux de femmes et des associations locales, tout en leur apportant un soutien et un échange de capacités adaptés. Lorsque les acteurs locaux sont financés en tant que partenaires et non en tant que sous-traitants, les programmes sont perçus comme plus légitimes, adaptatifs et responsables.

Prochaines étapes

S'appuyant sur les enseignements tirés de la phase pilote, l'équipe du projet SoCap révisera, concevra et déploiera de manière collaborative des outils et des approches de collecte de données dans un plus grand nombre de zones au cours des prochains mois. L'objectif sera d'approfondir notre compréhension des différences de capital social au sein des groupes clés et entre eux, dans une zone plus large de Cité Soleil.

À propos du projet SoCap

Le Rôle du Capital Social dans les Contextes Urbains Fragiles et Affectés par les Conflits (SoCap) est un projet de recherche sur trois ans, financé par Irish Aid et mené en partenariat avec Concern Worldwide. Il analyse de manière systématique les interactions entre le capital social, la résilience, l'environnement urbain, ainsi que les situations de conflit et de fragilité parmi les populations urbaines marginalisées en Haïti, en Somalie et au Somaliland.

Cette recherche à méthodes mixtes vise à comprendre comment les mécanismes qui traduisent le capital social en résilience chez les groupes urbains marginalisés sont à la fois encouragés et entravés, afin d'identifier des leviers pratiques pour les acteurs opérationnels et politiques.

L'équipe de recherche comprend Jessica Hsu et Robillard Louino, Gwoup Konbit, Haïti; Manar Zaki et Brenton Peterson, Consilient, Somalie et Somaliland; Dr Kelsey Gleason, University of Vermont; Dr Ronak Patel, Nova Frontlines; ainsi que Dr Caitriona Dowd, Jothsaïna Pierre et Abdulkadir Adan, University College Dublin.

Les idées, opinions et commentaires qui y figurent relèvent de l'entière responsabilité de leurs auteurs et ne représentent ni ne reflètent nécessairement la politique d'Irish Aid.

Comment citer cette publication:

Hsu, Jessica, Rubson Brumaire, Louino Robillard, Smith Petioth, Thamara Revolus, Pierre Marc Baptiste, Sobia Jacques, Caitriona Dowd, Jothsaïna Pierre, Ronak Patel and Kelsey Gleason. (2026). *What are the sources of social capital? A pilot study in La Plaine, Cité Soleil, Haiti*. SoCap Research Brief No. 5.

Pour en savoir plus sur le projet SoCap, veuillez visiter

<https://www.concern.net/knowledge-hub/social-capital-and-resilience-fragile-and-conflict-affected-urban-contexts>

